

FACS, ÉCOLES, RECHERCHE, TOUT L'ESR

POUR NOS RETRAITES, CONTRE LA PRÉCARITÉ RENDEZ-VOUS LE 22 MARS

Le gouvernement tente de passer en force avec le 49.3 pour nous imposer la casse de nos retraites, pour nous voler deux années. Depuis trop longtemps déjà, il saccage les services publics, notamment l'enseignement supérieur et la recherche. Il nous condamne à des conditions de travail et d'étude inadmissibles. Trop c'est trop. Notre colère et notre détermination sont immenses.

Personnels des différentes universités et établissements d'Île-de-France, nous nous sommes réuni·es pour élaborer collectivement des propositions afin d'élargir et de renforcer la mobilisation dans l'enseignement supérieur et la recherche. Le constat est unanime : la contre-réforme des retraites est massivement rejetée par les personnels et les étudiant·es, et ce rejet se traduit par une grande présence dans les manifestations, partout en France, lors des grandes journées nationales de grève et de manifestation appelées par l'intersyndicale interprofessionnelle — ce sera assurément de nouveau le cas pour la journée du 23 mars. Néanmoins, compte-tenu de la gravité de la situation dans l'enseignement supérieur et la recherche, la mobilisation dans notre secteur nous semble encore trop faible.

Le gouvernement impose aux étudiant·es une précarité toujours plus violente, leur refuse la généralisation du repas à 1€ alors que l'inflation les frappe et réduit de fait des bourses déjà gravement insuffisantes, les contraignant à recourir, de plus en plus, à l'aide alimentaire. En parallèle, le gouvernement poursuit la destruction de l'université et de la recherche publiques par la précarisation, la sélection et la marchandisation. La précarité explose parmi les BIATSS et ITA comme parmi les enseignant·es et chercheur·ses : faute de postes de titulaires, l'université ne tient que par l'exploitation des personnels précaires, en particulier des vacataires (payé·es sous le SMIC horaire et très rarement mensualisé·es, malgré l'obligation légale). Ces personnes seraient de nouveau les plus durement frappées si cette contre-réforme entrait en vigueur, après celles de l'assurance chômage et du RSA. Les postes manquent, les moyens aussi : le budget de l'ESR corrigé de l'inflation est en baisse tandis que le nombre d'étudiant·es augmente, nos bâtiments s'écroulent et les logements étudiants font défaut. Face à

la pénurie, le gouvernement répond par la sélection, d'abord avec Parcoursup et maintenant avec "Mon Master". Leur politique porte gravement atteinte au droit à l'éducation, ferme l'université (notamment aux étudiant·es n'ayant pas une nationalité européenne, avec "Bienvenue en France"), accroît les inégalités et aggrave les discriminations infligées aux personnes minorisées. Nous sommes tou·tes épuisé·es, par des conditions de travail et d'étude déplorables, par une course permanente aux financements par projet, par des transformations incessantes de nos institutions (fusions, établissements expérimentaux, etc.) et de nos formations (dans les Inspé, les IUT, les ENSA, etc.), mais aussi par des attaques répétées contre nos statuts, nos revenus, nos méthodes pédagogiques et nos productions scientifiques.

Alors que le financement de notre système de retraite pourrait être assuré par une politique de création de postes dans la fonction publique, le gouvernement choisit de nous précariser à chaque étape de nos vies. Comme d'autres secteurs le font déjà, nous appelons donc à mettre en place davantage d'actions spécifiques à l'enseignement supérieur et à la recherche, entre les temps forts de mobilisation interprofessionnelle, pour mieux articuler la lutte pour nos retraites à celles pour nos conditions de travail et d'étude.

En ce sens, avant la grande journée de grève générale du 23 mars, l'AG des personnels de l'ESR d'Île-de-France qui s'est tenue le 16 mars propose de se rassembler devant le ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche à 12h30 le 22 mars, journée de lancement de "Mon Master", plateforme de tri qui prétend remédier au manque de places dans les formations, non pas en allouant les postes et les moyens nécessaires mais en rendant plus brutale la sélection et en aggravant encore les inégalités qui en découlent.

Contre la casse des retraites, contre la précarité et l'ensemble des politiques qui détruisent notre service public, retrouvons-nous le 22 mars devant le ministère. Et ensuite on continue, ensemble on va gagner !

Contact : ag.esr.idf@protonmail.com

22/03 - 12H30 - AU MINISTÈRE, 1 RUE DESCARTES, 75005